

Lettre de Reema Shallan, femme du Cheikh Ali Salman

La figure du dialogue et de la tolérance derrière les barreaux,

Le 16 juin 2015, La Cour pénale supérieure au Bahreïn a condamné le Cheikh Ali Salman à quatre ans d'emprisonnement sur des accusations qui manquent de fondement. Ces accusations sont liées à la promotion du changement du régime politique, à l'incitation à la haine du gouvernement, à l'encourageant de la désobéissance des lois, et à l'insulte du ministère de l'Intérieur. Ce procès manque de compétence et ne possède pas les normes élémentaires de la justice. L'arrestation du Cheikh Ali Salman, chef de file de l'opposition, intervient deux jours après qu'il a prononcé un discours appelant à la réforme politique non-violente. Il est encore en prison au lieu d'être assis à la table du dialogue national pour sortir de la crise actuelle.

Le 19 septembre 2015, la cour d'appel a tenu sa première audience. Le juge a refusé de divulguer tout ce qui peut avoir valeur de disculpation, ce qui s'est produit aussi dans la cour de première instance, et cela est considéré comme une violation des principes internationaux d'équité des procès. Dans la seconde audition d'appel qui a eu lieu le 14 Octobre 2015, le Cheikh Ali Salman a nié toutes les allégations portées contre lui, et a dit qu'il cherchait un changement politique pacifique et constitutionnel, et qu'il a été remis pour exprimer son opinion. En effet, le groupe d'une campagne d'Amnesty International a souligné dans son rapport du 18 Octobre 2015, commentant les audiences d'appel que "Cheikh Ali Salman est un prisonnier d'opinion en procès pour exercice de la liberté d'expression".

Le Cheikh Ali Salman, un leader de premier plan et le secrétaire général du plus grand parti d'opposition au Bahreïn, a appelé dans ses discours à la réforme politique, à un dialogue sérieux et au rejet absolu de tous les moyens de la violence, il estime que l'approche idéale pour atteindre les grands objectifs est " la pro-démocratie et l'activisme pacifique ». En outre, il a appelé à la justice, à la liberté, à l'égalité et à la fin de la corruption et de la discrimination entre les citoyens, il considère que ces valeurs sont les principes d'une société civilisée.

Le gouvernement bahreïnien est un signataire du pacte international relatif aux droits civils et politiques. La Déclaration universelle des droits de l'homme garantie dans l'article -19 "Le droit à la liberté d'expression". Toutefois, le gouvernement de Bahreïn a violé ces obligations internationales en arrêtant le cheikh Ali Salman, au lieu de soutenir un véritable dialogue qui mène à des réformes qui s'engagent avec les aspirations du peuple bahreïnien. Il est clair donc que l'autorité bahreïnienne est en train de pratiquer une grande répression contre l'opposition non-violente, arrêtant ses détracteurs, qui ont des différents points de vue politiques.

Les soulèvements civilisés et pacifiques au Bahreïn est une lutte historique en cours entre l'autorité et qui dispose de tous les centres d'influence au sein de la marginalisation de tout le peuple de Bahreïn. Ce conflit ne finira pas jusqu'à ce que le peuple atteigne tous les droits garantis par les conventions internationales qui ont été signées par le gouvernement et doivent être respectées, et non pas ignorées.

Depuis le 14 Février 2011, le Bahreïn a été témoin des manifestations pacifiques fréquentes réclamant un changement politique, mais les forces de sécurité ont réagi durement contre ce mouvement. Le soulèvement populaire se poursuit encore aujourd'hui. Des dizaines ont été tués et des milliers ont été blessés. Le gouvernement ne s'est pas arrêté à ce stade mais a mis en prison les adversaires politiques, les militants des droits de l'homme, et les critiques politiques. L'état de Bahreïn utilise souvent la torture pour forcer ses

emprisonnés à avouer. Les peines de prison ont été émises contre des prisonniers pour de nombreuses années, certains sont emprisonnés à la vie. Il existe aussi sept citoyens qui sont condamnés à mort dans le contexte de manifestations. De nombreuses figures de l'opposition ont été systématiquement déchues de l'identité bahreïnienne.

La majorité des organisations internationales ont publié plusieurs déclarations condamnant l'usage de la violence et la large multitude de violations des droits humains au Bahreïn. De surcroît, la couverture médiatique des manifestations nationales est adéquate et partielle lorsqu'elle couvre des manifestations dans différents pays, alors que le média ignore les violations des droits de l'homme au Bahreïn où les gens démontrent un souci de lutte pacifique.

La communauté internationale, qui prétend soutenir la démocratie, et en particulier les proches alliés du Bahreïn, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni ont à exercer une pression efficace et influente sur le gouvernement de Bahreïn pour la libération du cheikh Ali Salman, et tous les prisonniers de conscience, pour appeler à respecter les droits humains, pour prendre l'initiative d'effectuer des réformes qui garantissent l'ambition du peuple bahreïnien, pour désactiver le recours aux forces de sécurité, et pour créer l'atmosphère appropriée pour la transformation démocratique du pays avant de procéder aux démarches de la sécurité et de la stabilité. En effet, ce sont désormais les citoyens de Bahreïn qui paient le prix pour leur liberté. Ils poursuivent une lutte pacifique de résistance à l'oppression, jusqu'à ce que leurs demandes légitimes pour la liberté, la dignité et la démocratie soient atteintes.

Reema Shallan, femme et avocate du Cheick Ali Salman.